
[Papouasie-Nouvelle-Guinée : les efforts de conservation sapés par la Rainforest Alliance](#)

La Rainforest Alliance, basée aux États-Unis, conspire contre les efforts des groupes de conservation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour combattre l'extraction forestière illégale et non durable, très répandue dans le pays.

Le programme Smartwood de l'alliance a refusé de retirer sa certification des opérations forestières d'une entreprise qui appartient à un groupe multinational accusé d'abattage illégal et de violation des droits humains en PNG et à d'autres endroits du monde, comme le Sud-Est asiatique et l'Afrique. La Rainforest Alliance a choisi de maintenir ses rapports commerciaux avec cette entreprise, en dépit des protestations des groupes de la société civile de la PNG, qui se prolongent depuis douze mois.

Les forêts tropicales de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, incroyablement riches et variées, sont universellement reconnues pour leur importance biologique et pour la valeur qu'elles ont pour les populations locales. Pourtant, de vastes étendues de ces forêts sont détruites par l'abattage illégal pratiqué par des entreprises étrangères.

La Rainforest Alliance a beau proclamer que « les entreprises, les coopératives et les propriétaires terriens qui participent à nos programmes observent des normes rigoureuses pour conserver la biodiversité et fournir des moyens de vie durables », ce qui se passe en PNG ne corrobore pas ses affirmations.

En PNG, des entreprises qui font partie de la même multinationale certifiée par Smartwood en Nouvelle-Zélande, ont été clairement identifiées parmi celles impliquées dans l'extraction illégale de bois et la destruction environnementale généralisée. Ce groupe d'entreprises a été également dénoncé pour ses conditions de travail épouvantables, son utilisation de main d'oeuvre illégale étrangère et sa participation à des violations des droits humains à l'encontre des populations autochtones.

En Nouvelle-Zélande, les entreprises du groupe font le commerce du bois tropical et gèrent des plantations de conifères. Quelques-unes de ces plantations ont été certifiées par la Rainforest Alliance comme respectueuses des exigences du Forest Stewardship Council. Au plan international, une telle certification donne de la crédibilité et une aura de respectabilité à une affaire que condamnent les groupes de la société civile de la PNG.

En février 2004, l'Eco-Forestry Forum de la PNG s'est plaint auprès de Smartwood de la certification des opérations forestières de l'entreprise en Nouvelle-Zélande. Le Forum a spécifiquement signalé qu'une subsidiaire de l'entreprise certifiée était en train d'importer du bois illégal en provenance de la PNG, et qu'elle faisait partie d'un groupe responsable d'activités forestières illégales et de violations des droits humains en PNG et ailleurs. Les mêmes problèmes ont été signalés en Nouvelle-Zélande à la Timber Importers Association et le Tropical Timber Trade Group.

Ces deux sociétés ont été sensibles au caractère épouvantable des abus révélés et aux fortes

évidences présentées. Elles ont immédiatement entrepris d'expulser de leur groupe l'entreprise forestière en question, et leur décision a été plus tard soutenue par le Tribunal suprême de la Nouvelle-Zélande (communiqué de presse de NZ Timber Importers Association, 12 décembre 2004).

Les cinq commerçants en bois les plus importants de la Nouvelle-Zélande ont eux aussi réagi aux dénonciations de manière positive et déclaré dans la presse qu'ils n'achèteraient pas de bois à la multinationale incriminée (The Independent, NZ, 28 juillet 2004).

Or, contrastant avec l'attitude responsable et éthique de ces entreprises, Smartwood a choisi de rejeter les plaintes du Forum – après cinq mois de délibérations – et de maintenir la certification FSC de la compagnie accusée, préférant s'en tenir à une interprétation legaliste et étroite des normes du FSC, plutôt que de profiter de l'occasion pour réexaminer ses rapports commerciaux avec l'un des pires destructeurs des forêts du monde.

L'Eco-Forestry Forum a immédiatement fait appel de la décision de Smartwood, dans l'espoir que Rainforest Alliance comprendrait le sérieux de la situation et reverrait sa position. Mais en novembre 2004, après un nouveau délai de plus de quatre mois, il a été informé par Rainforest Alliance que son appel avait été rejeté.

A cela, le Forum a répondu : « Nous sommes profondément déçus de voir que Smartwood et la Rainforest Alliance ont finalement décidé de protéger les intérêts commerciaux d'une entreprise impliquée dans l'abattage illégal généralisé et la violation flagrante des droits humains, au lieu de défendre les intérêts des autochtones et l'aménagement durable de nos forêts tropicales. »

Pendant ce temps-là, des organisations de la société civile australienne avaient commencé à dénoncer le même groupe d'entreprises forestières. Le ministre fédéral des Forêts de l'Australie y a répondu immédiatement par une déclaration où il reconnaissait que la plupart du bois d'oeuvre importé de la PNG provenait de sources illégales. Par la suite, le sénateur Ian MacDonald a déclaré en novembre 2004 que le gouvernement australien allait formuler une législation destinée à interdire l'importation de bois tropical de provenance illégale.

Cette réaction du gouvernement conservateur de l'Australie contraste fortement avec l'attitude de la Rainforest Alliance et la position adoptée par son programme Smartwood.

Les opérations de coupe illégale détruisent chaque année de vastes étendues de forêt, provoquent des troubles sociaux et ont d'autres conséquences graves pour la population rurale, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à bien d'autres endroits du monde.

Le Forum a beaucoup de mal à comprendre pourquoi les grandes organisations conservationnistes ont des rapports commerciaux avec des compagnies de ce genre, et leur donnent de la crédibilité au plan international en certifiant leurs activités mondiales. Les actions de la Rainforest Alliance portent atteinte aux efforts des organisations locales de combattre l'abattage illégal et destructeur.

PNG Eco-Forestry Forum, adresse électronique : teff@global.net.pg , www.ecoforestry.org.pg ,
article envoyé par Timothy King, adresse électronique : tim@global.net.pg .

